



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 3858

Texte de la question

OUTRE-MER

M. le président. La parole est à M. Patrick Lebreton, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. M. Patrick Lebreton. Monsieur le Premier ministre, dimanche dernier, à moins de trois mois de la présidentielle, le Président de la République a présenté ses derniers vœux aux Français d'outre-mer. En fait de vœux, les ultramarins ont davantage assisté à l'énième discours d'un candidat masqué plutôt que d'un président qui les respecte (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Protestations sur les bancs du groupe UMP*), d'un président qui a été celui de la dégradation des outre-mer français, du largage des populations les plus défavorisées de la République. (*Nouvelles Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

En cinq ans, un milliard d'euros a été détourné des économies d'outre-mer : un milliard ! Les seuls chiffres à la hausse sont ceux du chômage, qui ont explosé : plus 37 %, et même plus 49 % chez les jeunes ! Aucun levier de développement économique n'a été défini et encore moins soutenu. Les états généraux de l'outre-mer ont été une farce. Le CIOM est une coquille vide, une tromperie. Avec un bilan aussi effroyable, le Président de la République aurait dû faire preuve de retenue dans son discours de Cayenne, mais il a préféré nous insulter, une fois de plus (*Vives protestations sur les bancs du groupe UMP*), présentant les ultramarins comme des " drogués à la subvention " ! (*Même mouvement..*)

Mais, monsieur le Premier ministre, les véritables drogués à la subvention sont les plus riches de ce pays ! Ce sont eux, les assistés de votre politique ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Vous leur avez donné 75 milliards d'euros de cadeaux fiscaux, 1,8 milliard de réduction d'impôt sur la fortune et 3 milliards d'euros de subvention grâce au bouclier fiscal depuis 2007 ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Dimanche, j'ai entendu un homme, au Bourget, parler à la nation (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP*) et dire cette phrase : " La solidarité, c'est aider les territoires les plus démunis. " (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Je vous demande d'entendre cette phrase, à défaut de vouloir la comprendre ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Je vous remercie, mes chers collègues, de rester attentifs et modérés !

La parole est à M. le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

M. Claude Guéant, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.*

Monsieur le député, contrairement à ce que vous voulez faire croire, le gouvernement de François Fillon met en oeuvre une politique ambitieuse et volontariste en faveur des outre-mer. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Patrick Lemasle. Pas du tout !

M. Claude Guéant, *ministre.* J'en citerai deux illustrations. Premièrement, en dépit des difficultés que nous connaissons, les crédits budgétaires en faveur de l'outre-mer ont augmenté de 2007 à 2012, et sont passés de 12,3 à 13,4 milliards d'euros.

M. Michel Lefait. Contre 75 milliards pour les riches !

M. Claude Guéant, *ministre.* Quant au Conseil interministériel de l'outre-mer, il a déjà pris 137 mesures, dont 90 % sont déjà appliquées ou le seront à court terme.

Le Président de la République a adressé, dimanche dernier, ses vœux à nos compatriotes d'outre-mer depuis

Cayenne. Il a redit ce qu'était la relation de la France avec nos compatriotes de l'outre-mer : une relation de solidarité et une relation de confiance. Confiance dans la capacité des outre-mer, parce qu'ils sont divers, à choisir dans la Constitution de la République les modalités les mieux adaptées à leur gouvernance.

M. Michel Lefait. Il n'y croit même pas !

M. Claude Guéant, *ministre*. C'est ainsi que le Gouvernement de la République accompagne, par exemple, la Guyane et la Martinique vers la création d'une collectivité unique. Confiance aussi dans la capacité de nos compatriotes d'outre-mer à valoriser leurs atouts. C'est une grande différence, c'est vrai, avec le parti socialiste ! À Cayenne, M. Hollande a dénoncé notre volonté d'un développement endogène. Le développement endogène n'est ni plus ni moins que la confiance dans les intelligences et dans le talent de nos compatriotes d'outre-mer. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Michel Lefait. Baratin !

M. le président. Monsieur Lefait, je vous en prie !

M. Claude Guéant, *ministre*. Il a aussi réaffirmé que l'outre-mer faisait partie de la France comme si cela n'allait pas de soi, mais il est vrai aussi que le parti socialiste a quelque chose à se faire pardonner à cet égard. Il n'y a pas si longtemps, en effet, l'outre-mer était au chapitre international du programme du parti socialiste.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.)

Données clés

Auteur : [M. Patrick Lebreton](#)

Circonscription : Réunion (4^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3858

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 janvier 2012